

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE MARS 2018

AVRIL 2018

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.c>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1. Aperçu de l'économie mondiale

Les développements économiques restent marqués par le raffermissement de l'économie mondiale sur fond de la hausse des investissements, de l'accélération des échanges ainsi que du redémarrage de l'emploi, principalement dans les grandes économies.

En effet, dans son rapport sur « les Perspectives économiques intermédiaires », rendu public en mars 2018, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) table sur une accélération du rythme de l'expansion de l'économie mondiale de 3,9 % en 2018 et 2019 contre 3,7 % en 2017.

Toutefois, en dépit de cet élan favorable observé ces derniers mois, l'économie mondiale reste caractérisée par la persistance de certains risques susceptibles de peser sur la croissance économique. Il s'agit notamment des risques liés (i) à la différence du rythme de normalisation progressive de la politique monétaire par certaines banques centrales, (ii) à la matérialisation de certaines mesures protectionnistes et (iii) aux vulnérabilités liées à la question de la dette.

A cet effet, l'OCDE appelle les gouvernements à insuffler une nouvelle dynamique à leurs efforts des réformes structurelles, en particulier dans les domaines de la fiscalité et des compétences, afin de stimuler l'emploi et de favoriser une croissance inclusive à long terme. Pour ce qui est de l'orientation de la politique monétaire, notamment celle de grandes banques centrales, le rapport souligne la nécessité de poursuivre avec les actions visant à soutenir la demande, tout en évitant de stimuler les excès.

1.2. Evolution de l'activité dans les principaux pays et zones économiques

1.2.1. Pool Europe

A l'issue de la réunion de son Conseil des Gouverneurs, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de poursuivre avec sa politique monétaire accommodante, en maintenant ses taux directeurs au plus bas (0,0 % pour le principal taux de refinancement) tout en renonçant au renforcement de son programme de rachats de dette mensuellement (de 60 milliards à 30,0 milliards d'euros) jusqu'en septembre 2018.

Par ailleurs, la BCE a légèrement modifié ses prévisions de croissance et d'inflation sur la période 2018-2020. En effet, le PIB devrait s'établir à 2,4 % en 2018 contre une prévision initiale de 2,3 %, avant de se contracter à 1,9 % en 2019 et 1,7 % en 2020. L'inflation se situerait à 1,4 % en 2018 et 2019 pour remonter à 1,7 % en 2020, signifiant ainsi un lent rapprochement vers l'objectif d'une hausse des prix à la consommation "inférieure mais proche de 2,0 %".

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale a, lors de la réunion mensuelle du Comité de politique monétaire, revu à la hausse son principal taux directeur de 0,25 point, le situant dans la fourchette de 1,50 % et 1,75 %, sur fond de la solidité économique observée ces derniers mois, traduite par la remontée de l'inflation et l'amélioration du marché de l'emploi. En outre, le Président de la Fed a souligné que la Banque centrale poursuivra avec la hausse progressive des taux, tout en demeurant prudente vis-à-vis de l'inflation.

Par ailleurs, la Fed est demeurée optimiste quant à l'évolution des indicateurs macroéconomiques au cours de ces deux prochaines années 2018 et 2019. En effet, la croissance économique devrait progresser de 2,7 % et 2,4 %, respectivement en 2018 et 2019. Ce résultat devrait être impulsé par les effets attendus de la réforme fiscale et l'augmentation des dépenses publiques. En ce qui concerne le taux d'inflation, il se situerait à 1,9 % en 2018, avant de s'établir légèrement au-dessus de l'objectif. Quant au taux de chômage, il s'établirait à 3,8 % en 2018, soit une amélioration du marché de l'emploi par rapport aux données publiées en février dernier (4,1 %).

1.2.2. Pool Asie

Au Japon, les résultats préliminaires de l'enquête Markit auprès des directeurs d'achat, renseignent un ralentissement de l'activité dans le secteur manufacturier au cours du mois de mars 2018. En effet, l'indice PMI Markit/Nikkei s'est établi à 53,2, soit un recul de 0,9 par rapport au mois précédent sur fond de la modération de la hausse des entrées de commandes et de la production. Toutefois, il importe de souligner qu'en dépit de cette légère baisse enregistrée ces deux derniers mois, l'indice demeure au-dessus du seuil de 50, traduisant une expansion de l'activité.

En Chine, le Gouvernement a décidé de procéder à la création d'un « Super-régulateur » à travers la fusion de son autorité de régulation du secteur bancaire avec celle du secteur de l'assurance, afin de rendre plus solide et efficace le cadre réglementaire et éviter l'émergence des risques financiers systémiques. Cette décision fait suite à l'existence de différents régulateurs, différentes lois et différentes règles qui ont contribué au développement du Shadow banking observé ces dernières années, induisant d'important risques financiers avec les investissements spéculatifs.

Par ailleurs, la Banque populaire de Chine a déclaré qu'elle lancerait une campagne d'assainissement contre toutes sortes de monnaies virtuelles en 2018, dans le cadre de récents efforts pour renforcer la supervision financière. Pour rappel, en septembre dernier, les autorités chinoises, dont la banque centrale, ont émis une interdiction sur les levées de fonds en monnaies virtuelles et fermé tous les marchés de devises virtuelles dans le pays.

1.2.2. Pool Afrique

Les développements économiques dans la région ont été caractérisés par la tenue de la réunion extraordinaire de l'Union Africaine qui a abouti à la signature, le 21 mars 2018, de l'accord relative à la mise en place de la zone de libre-échange continentale (Zlec). En effet, cet accord s'inscrit dans l'optique non seulement de renforcer l'intégration entre les différents pays du continent, mais également de

faciliter l'atteinte des objectifs contenus dans l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA).

Toutefois, l'objectif établi par l'UA prévoit l'entrée en vigueur de l'accord en janvier 2019, soit un délai qui permettrait de finaliser le processus de ratification et de régler les questions juridiques. Il y a lieu d'indiquer que les pays membres de l'UA ont également signé le protocole de libre circulation des personnes sur le continent.

Par ailleurs, la Banque Africaine de Développement (BAD) a, en marge du Sommet annuel de l'Africa CEO Forum 2018, tenu, du 26 au 27 mars 2018, mis en place une nouvelle initiative dénommée « Forum de l'Investissement en Afrique », en vue de présenter les opportunités susceptibles de stimuler la transformation économique du continent. En effet, avec l'augmentation des investissements directs étrangers observée ces dernières années sur fond notamment de la stabilité politique, la BAD a révélé que cette initiative se présente comme étant un cadre permettant de faciliter la pratique des affaires en Afrique à travers l'amélioration des cadres réglementaires, de l'éthique ainsi que de favoriser la mobilisation de ressources en faveur de cette transformation économique.

En outre, il convient de souligner que ce Forum aura également comme objectif principal de réduire tout risque susceptible de freiner les investissements et de présenter les opportunités qu'offre le continent, en termes de ressources matérielles et humaines. Aussi, il importe de relever que le premier Forum de l'investissement en Afrique devrait se tenir du 07 au 09 novembre 2018 à Johannesburg, en Afrique du Sud et aura une fréquence annuelle pour encourager et faciliter les interactions à même d'accélérer et de conclure des accords.

1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise

A fin mars 2018, les cours de principaux produits intéressant l'économie congolaise ont globalement affiché une tendance haussière par rapport à décembre 2017 et par rapport à la période correspondante de 2017.

1.3.1. Produits énergétiques et miniers

Les prix des matières premières d'origine énergétique et minière se sont inscrits en hausse, excepté ceux du cuivre et de l'or, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Cours moyens mensuels des principaux produits énergétiques et miniers

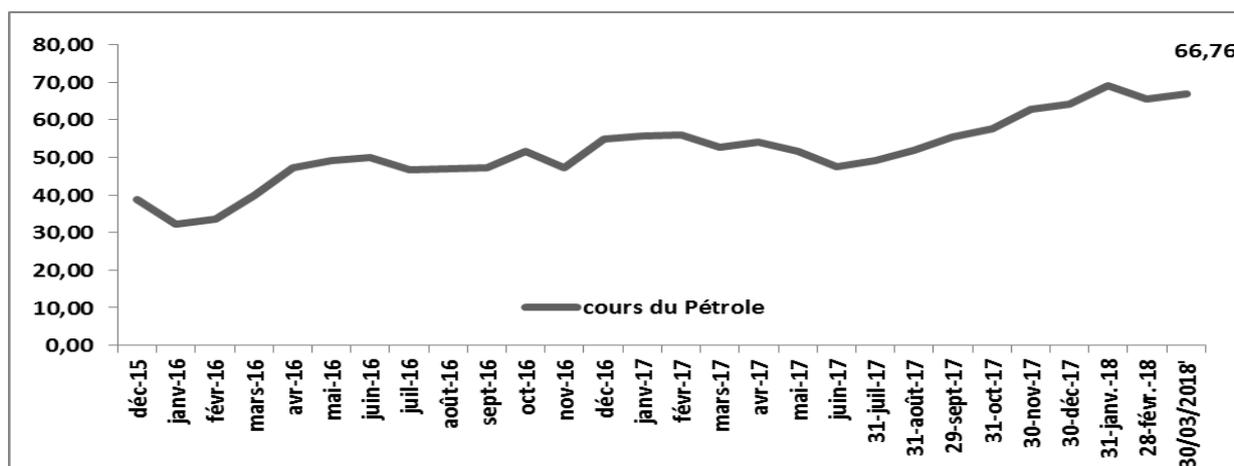
	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	var. mars 2018/mars 2017
Pétrole (brent) \$/baril	54,97	55,62	56,04	52,67	53,99	51,49	47,58	49,19	51,87	55,41	57,59	62,78	64,10	68,98	65,62	66,76	26,76
variation (en %)	41,35	1,19	0,75	-6,02	2,51	-4,62	-7,60	3,39	5,44	6,83	3,92	9,02	2,09	7,63	-4,88	1,74	
Cuivre LME \$/tm	5 669,19	5 706,68	5 939,90	5 824,52	5 704,03	5 597,83	5 682,73	5 957,64	6 465,07	6 595,52	6 770,59	6 824,05	6 791,20	7 080,04	7 009,70	6 809,16	16,91
variation (en %)	22,50	0,66	4,09	-1,94	-2,07	-1,86	1,52	4,84	8,52	2,02	2,65	0,79	-0,48	4,25	-0,99	-2,86	
Cobalt Londres \$/tonne	29 184,23	31 336,54	38 785,87	47 523,75	54 194,26	58 978,79	60 029,10	61 547,36	65 121,41	65 950,80	66 852,30	67 328,92	70 816,78	75 772,63	83 802,43	87 221,55	83,53
variation (en %)	29,31	7,37	23,77	22,53	14,04	8,83	1,78	2,53	5,81	1,27	1,37	0,71	5,18	7,00	10,60	4,08	
Or New York \$/o.t.	1 151,47	1 191,23	1 232,45	1 231,15	1 269,86	1 246,47	1 261,98	1 235,94	1 281,83	1 317,19	1 281,41	1 282,03	1 265,72	1 330,23	1 334,05	1 326,87	7,77
variation (en %)	7,62	3,45	3,46	-0,11	3,14	-1,84	1,24	-2,06	3,71	2,76	-2,72	0,05	-1,27	5,10	0,29	-0,54	

Source : BCC sur base des données de « Les Echos ».

✓ Pétrole

Au 30 mars 2018, le cours du pétrole (Brent) s'est établi en moyenne à 67,1 USD le baril, soit une progression de 4,7 % par rapport à fin décembre 2017. En glissement annuel, il est noté un rebond de 26,8 %. Cette évolution est consécutive à la baisse observée, à partir de janvier 2018, de la production mondiale, découlant principalement : (i) du respect global de l'accord des membres de l'OPEP conclu en décembre 2016 visant à geler la production mondiale pour soutenir le cours sur le marché mondial, (ii) des tensions politiques dans plusieurs grandes zones de production et (iii) de la faiblesse des stocks américains traduisant un accroissement de la demande.

**Graphique 1 : Evolution du cours moyen du pétrole en mars 2018
(USD le baril)**

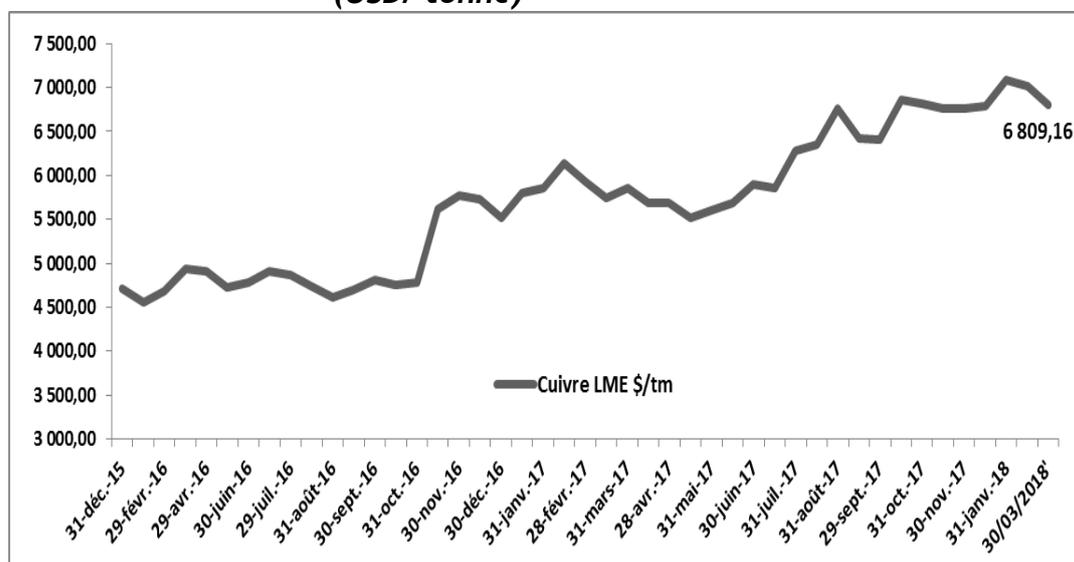


Source : BCC sur base des données de « Les Echos ».

✓ Cuivre

Le cours du cuivre s'est fixé en moyenne à 6.966,3 USD la tonne, à fin mars 2018, soit une hausse de 16,9 % par rapport à la période correspondante de 2017. Cette hausse s'explique notamment par le maintien de la demande chinoise en ce début d'année 2018.

**Graphique 2 : Evolution du cours moyen du cuivre en mars 2018
(USD/ tonne)**



Source : BCC sur base des données de « Les Echos ».

✓ Cobalt et Or

Les cours du cobalt et de l'or se sont fixés respectivement en moyenne à 82.265,5 USD la tonne et à 1.330,4 USD l'once, soit des accroissements de 83,5 % et 7,8 % par rapport à la période correspondante de 2017. La hausse du cours du cobalt est expliquée par l'essor de l'industrie automobile électrique qui continue à soutenir sa demande au niveau mondial. Pour ce qui est du cours de l'or, sa hausse fait suite aux incertitudes notamment sur la politique de Donald Trump ainsi que la reprise réelle de l'économie mondiale. Cette situation pousse les investisseurs à se réfugier dans l'or.

1.3.2. Produits agricoles

A fin mars 2018, les cours du blé, du maïs et du riz se sont établis en moyenne respectives de 447,7 Cts/boisseau, 137,0 USD la tonne et 12,2 cts/lb, soit des accroissements de 10,7 %, 4,2 % et 27,7 % par rapport à la période correspondante de 2017. Ces tendances restent liées aux conditions météorologiques non favorables à la culture et à la récolte dans les grandes zones de production, notamment aux Etats-Unis.

Tableau 2 : Cours moyens des principaux produits agricoles

	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	var. mars 2018/mars 2017
Riz Chicago Cts/lb	9,57	9,68	9,44	9,65	9,89	10,45	11,27	11,89	12,31	12,47	11,89	11,80	11,96	11,95	12,22	12,32	27,67
variation (en %)	-13,90	1,08	-2,44	2,21	2,49	5,63	7,91	5,44	3,57	1,29	-4,67	-0,73	1,36	-0,06	2,22	0,84	
Blé Chicago cts/boisseau	398,78	423,06	437,61	428,06	420,33	430,68	453,89	523,77	455,37	443,23	434,56	422,67	413,18	432,06	455,91	474,02	10,74
variation (en %)	-15,62	6,09	3,44	-2,18	-1,81	2,46	5,39	15,40	-13,06	-2,67	-1,96	-2,74	-2,25	4,57	5,52	3,97	
Maïs Chicago \$/tonne	122,96	132,72	135,73	135,21	136,18	136,23	136,84	139,40	129,71	128,18	128,39	126,20	128,95	132,62	137,42	140,90	4,21
variation (en %)	-9,36	7,94	2,27	-0,38	0,72	0,04	0,45	1,87	-6,95	-1,18	0,16	-1,70	2,17	2,84	3,62	2,53	

Source : BCC sur base des données de « Les Echos ».

1.3.3. Parité euro dollar

Le cours de change euro-dollar s'est inscrit en baisse, s'établissant à 1,23 le dollar américain contre 1,24 un mois plus tôt, dans un marché marqué par des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Tableau 3 : Cours de change euro dollar

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	Déc.	Taux moyen
2017	1,07	1,06	1,069	1,09	1,11	1,14	1,14	1,186	1,181	1,16	1,187	1,198	1,132
2018	1,24	1,24	1,23										

<https://forex.tradingsat.com/cours-euro-dollar->

II. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1. SECTEUR REEL

2.1.1. Croissance économique

Sur base des estimations de la production à fin décembre, la croissance du PIB réel s'est située à 3,7 % en 2017 contre 2,4 % en 2016, soit une accélération de 1,3 point. Ce taux de croissance reste au-dessus de la moyenne de 2,7 % des pays de l'Afrique Subsaharienne.

Cette reprise devrait se poursuivre en 2018, avec un taux attendu de 4,3 %, propulsé par les activités extractives, selon les estimations du dernier rapport sur les perspectives du « cadrage macroéconomique ».

a. Approche par la production

Suivant l'approche de la production, contrairement à 2016 où la croissance a été tirée par le secteur tertiaire (1,7 point), en 2017, elle a été soutenue en premier lieu par le secteur primaire, avec une contribution de 2,2 points de pourcentage, contre 0,4 point en 2016. Cet affermissement du secteur primaire résulte du dynamisme plus vigoureux de la branche « Extraction », dont la contribution a été de 2,0 points de pourcentage contre une contribution négative de 0,2 point une année auparavant, suite à l'entrée en phase de production de certaines entreprises, dans un contexte d'embellie des cours des principaux métaux d'exportations (le cuivre et le cobalt).

Les secteurs secondaire et tertiaire ont participé équitablement à la croissance. Ils se sont situés en 2^e position avec une contribution de 1,2 % chacun. Cette évolution est essentiellement consécutive, pour le secteur tertiaire, à la vitalité des activités de « Commerce de gros et de détail » et de « Transports et télécommunications », dont les contributions ont été respectivement de 0,7 et 0,3 point de pourcentage.

Tableau 4 : Evolution du PIB constant et de ses composantes selon l'approche par la valeur ajoutée

BRANCHES D'ACTIVITES	2016			2017		
	VA	Var (%)	Contrib	VA	Var (%)	Contrib
Secteur primaire	4 603,7	0,9	0,4	4 848,6	5,3	2,2
Agriculture, forêt, élevage, chas:	1 838,0	3,3	0,5	1 866,9	1,6	0,3
Agriculture	1 751,8	3,1	0,5	1 781,0	1,7	0,3
vivrière	1 724,8	3,1	0,5	1 754,1	1,7	0,3
rente	27,0	5,7	0,0	26,9	-0,6	0,0
sylviculture	83,0	6,7	0,0	82,7	-0,4	0,0
élevage, pêche et chasse	3,2	3,0	0,0	3,3	3,0	0,0
Extraction	2 765,6	-0,7	-0,2	2 981,7	7,8	2,0
Secteur secondaire	1 713,4	2,4	0,4	1 842,7	7,5	1,2
Industries manufacturières	1 344,9	8,6	1,0	1 377,0	2,4	0,3
Industries alimentaires,boissons	1 142,1	9,3	0,9	1 157,2	1,3	0,1
Autres industries manufacturièr	202,7	5,0	0,1	219,8	8,4	0,2
Electricité, gaz, vapeur et eau	70,8	9,3	0,1	74,5	5,3	0,0
Bâtiment et travaux publics	297,7	-19,6	-0,7	391,2	31,4	0,8
Secteur tertiaire	4 421,3	24,5	1,7	4 551,9	3,0	1,2
Transports et Télécommunicatio	1 386,1	3,5	0,4	1 422,4	2,6	0,3
Transports	809,5	6,3	0,4	847,5	4,7	0,3
Télécommunications	576,6	-0,1	0,0	575,0	-0,3	0,0
Commerce	1 669,7	6,4	0,9	1 748,7	4,7	0,7
Autres services hors adm. public	1 028,1	3,1	0,3	1 049,1	2,0	0,2
Banques et assurances	156,8	7,6	0,1	160,5	2,4	0,0
Autres services	871,3	2,3	0,2	888,6	2,0	0,2
Services d'administration publicu	412,5	3,9	0,1	408,5	-1,0	0,0
Education	11,8	4,2	0,0	11,9	0,4	0,0
santé	1,7	6,8	0,0	1,8	3,4	0,0
Autres services non marchand	398,9	3,9	0,1	394,8	-1,0	0,0
SIFIM	-75,0	7,6	0,0	-76,8	2,4	0,0
PIB au prix de base	10 738,3	2,6	2,5	11 243,2	4,7	4,6
Taxes sur les produits	311,5	-3,0	-0,1	215,5	-30,8	-0,9
PIB aux prix constants du ma	11 049,8	2,4	2,4	11 458,7	3,7	3,7
PIB (hors mines) aux prix co	8 284,2	3,5	3,5	8 477,1	2,3	1,75

Source : CESC.

L'apport du secteur secondaire est stimulé principalement par le dynamisme de la branche « Bâtiments et travaux publics », avec 0,8 point de contribution à la croissance, venant de -0,7 point l'année précédente, et dans une moindre mesure par les « Industries manufacturières », avec une contribution de 0,3 point. Cette évolution est due essentiellement au relèvement de la production du ciment gris, suite à l'entrée en production de deux nouvelles cimenteries (CIMKO et PPC Barnett).

b. Approche par la dépense

Selon l'approche par la dépense, la croissance serait en grande partie tirée par la demande extérieure nette, avec une contribution de 2,5 points de pourcentage, et, dans une moindre mesure, par la demande intérieure, avec 1,2 point.

Le bon comportement de la demande extérieure nette résulte de la vitalité des exportations des biens et services, attestée par une progression annuelle de 9,3 %, portant ainsi sa contribution à 2,5 points de croissance, grâce particulièrement aux exportations des produits miniers. Parallèlement, les importations des biens et services, avec une progression annuelle de -0,1 %, ont indiqué une contribution à la croissance quasiment nulle sur la période sous analyse.

**Tableau 5 : Projection de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande
(en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)**

	2016	2017	2016			2017		
			Variation en %	Contrib. en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en %	Contrib. en pts
PIB Emplois à prix constants de 2005								
Demande intérieure	12664,3	12791,7	0,9%	41,5%	1,0	1,0%	31,1%	1,2
Consommation	9437,7	9324,2	-2,1%	-76,6%	-1,8	-1,2%	-27,8%	-1,0
Publique	947,7	636,5	-29,6%	-153,9%	-3,7	-32,8%	-76,1%	-2,8
Privée	8490,0	8687,7	2,4%	77,4%	1,9	2,3%	48,3%	1,8
Investissements bruts	3226,6	3467,5	10,5%	118,1%	2,8	7,5%	58,9%	2,2
FBCF	3226,6	3467,5	10,5%	118,1%	2,8	7,5%	58,9%	2,2
Publique	348,3	91,9	-23,8%	-42,1%	-1,0	-73,6%	-62,7%	-2,3
Privée	2878,4	3375,6	16,8%	160,2%	3,8	17,3%	121,6%	4,5
Variation des stocks	1,00	1,0	-	0,4%	0,0	-	0,0%	0,0
Demande extérieur nette	-1614,5	-1333,0	-8,6%	58,5%	1,4	-17,4%	68,9%	2,5
Exportations de biens et services	3001,8	3280,0	-0,9%	-10,2%	-0,2	9,3%	68,0%	2,5
Exportations des biens	2953,3	3198,2	-0,5%	-6,1%	-0,1	8,3%	59,9%	2,2
Produits miniers	2557,8	2773,8	-0,7%	-6,6%	-0,2	8,4%	52,8%	2,0
Autres produits	395,5	424,4	0,3%	0,5%	0,0	7,3%	7,1%	0,3
Exportations des services	48,5	81,7	-18,0%	-4,1%	-0,1	68,5%	8,1%	0,3
Importations de biens et services	4616,3	4612,9	-3,7%	-68,7%	-1,6	-0,1%	-0,8%	0,0
Importations des biens	3735,5	3810,2	-7,3%	-113,0%	-2,7	2,0%	18,3%	0,7
Consommations	1006,2	1012,7	23,5%	73,9%	1,8	0,6%	1,6%	0,1
Equipements	1715,5	1753,8	1,8%	11,4%	0,3	2,2%	9,4%	0,3
Intermédiaires	1013,9	1043,7	-33,6%	-198,4%	-4,8	2,9%	7,3%	0,3
Importations des services	880,8	802,8	15,0%	44,3%	1,1	-8,9%	-19,1%	-0,7
PIB (Emplois)	11049,8	11458,7	2,4%	100,0%	2,4	3,7%	100,0%	3,7

Source : CESC.

En ce qui concerne la demande intérieure, avec une faible progression de 1,0 %, sa contribution à la croissance tient principalement à la vigueur des investissements privés et de la consommation privée, dont les contributions ont été respectivement de 4,5 points et 1,8 point. Cet apport peu considérable de la demande intérieure fait suite notamment à la contreperformance du secteur public, à travers ses deux sous-composantes (consommation publique et investissements publics), lesquelles ont accusé des contributions négatives au cours de la période sous examen.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Depuis le début de l'année, les Chefs d'entreprises ont affiché un regain de confiance quant à l'évolution de l'économie congolaise, tel que l'atteste l'évolution positive du solde global de leurs opinions au cours de trois premiers mois. En effet, le solde global de leurs opinions s'est établi à 17,6 % à fin mars 2018, venant de 9,4 % le mois précédent, témoignant ainsi leur perception favorable de la conjoncture intérieure, comparée à la période correspondante de 2017.

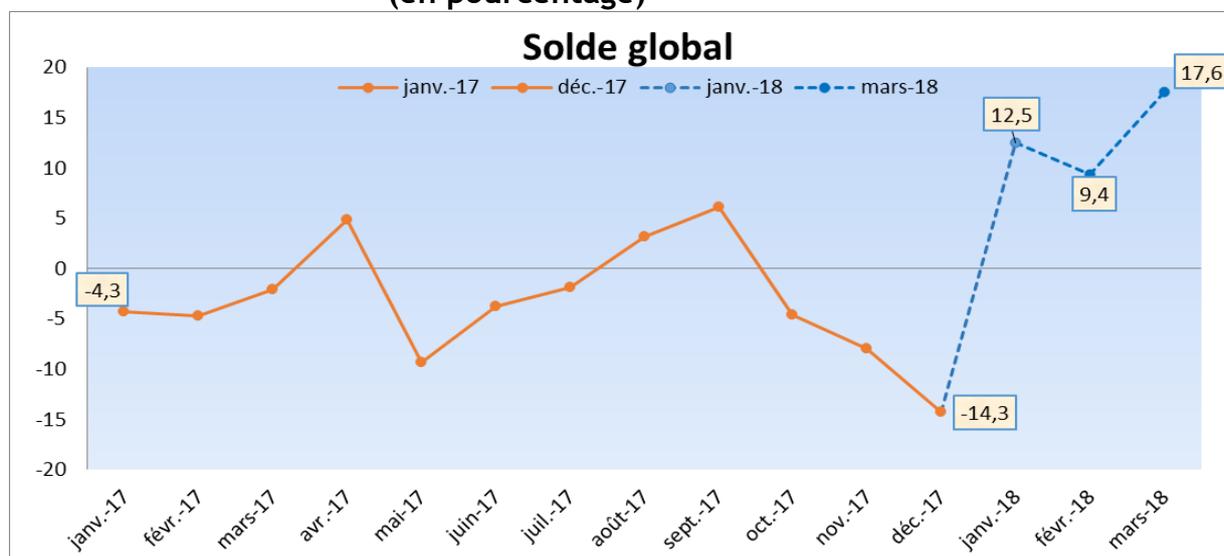
**Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2017 et 2018
(en pourcentage)**

Secteur	2017												2018		
	janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars
Solde global	-4,3	-4,7	-2,1	4,8	-9,3	-3,8	-1,9	3,2	6,1	-4,6	-8,0	-14,3	12,5	9,4	17,6
Industries manufacturières	-10,0	5,3	7,5	5,0	-34,0	-7,3	-6,3	19,5	-8,3	4,8	-9,1	11,5	-10,2	11,4	-1,2
Electricité et Eau	31,7	39,5	26,7	30,7	12,8	27,1	33,3	59,0	43,6	30,6	38,6	45,9	34,2	44,7	43,6
Industries extractives	-7,9	-11,7	2,9	13,2	-2,0	-2,1	6,3	10,9	11,6	-6,1	-5,7	-15,9	20,0	11,8	26,7
Construction	-22,6	4,0	-45,7	-29,2	-15,1	-27,5	-36,5	-61,9	-59,3	-14,3	-47,7	-61,6	-33,3	-25,6	-11,9
Services	-9,2	5,0	-57,3	-48,3	-49,0	-9,2	-38,3	-55,6	-56,9	-27,5	-10,7	-55,6	-48,4	-22,7	-33,1

Source : BCC.

Ce regain de confiance est lié principalement à l'amélioration constatée dans les industries extractives et dans le secteur de l'énergie.

**Graph. 3 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2017 - 2018
(en pourcentage)**

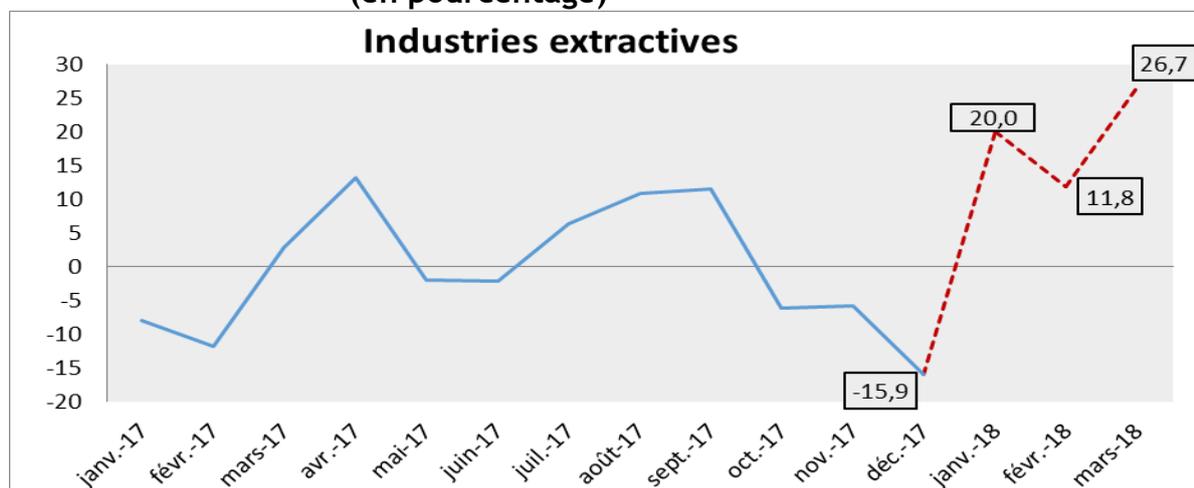


Source : BCC.

Les perspectives du climat conjoncturel en RDC, telles que vues par les chefs d'entreprises à fin mars 2018, se présentent comme suit :

Dans les industries extractives, le solde d'opinions y afférent s'est consolidé d'un mois à l'autre, passant de +11,8 % en février à +26,7 % au cours du mois sous analyse.

**Graph. 4 : Evolution du solde des Industries minières en 2017 et 2018
(en pourcentage)**

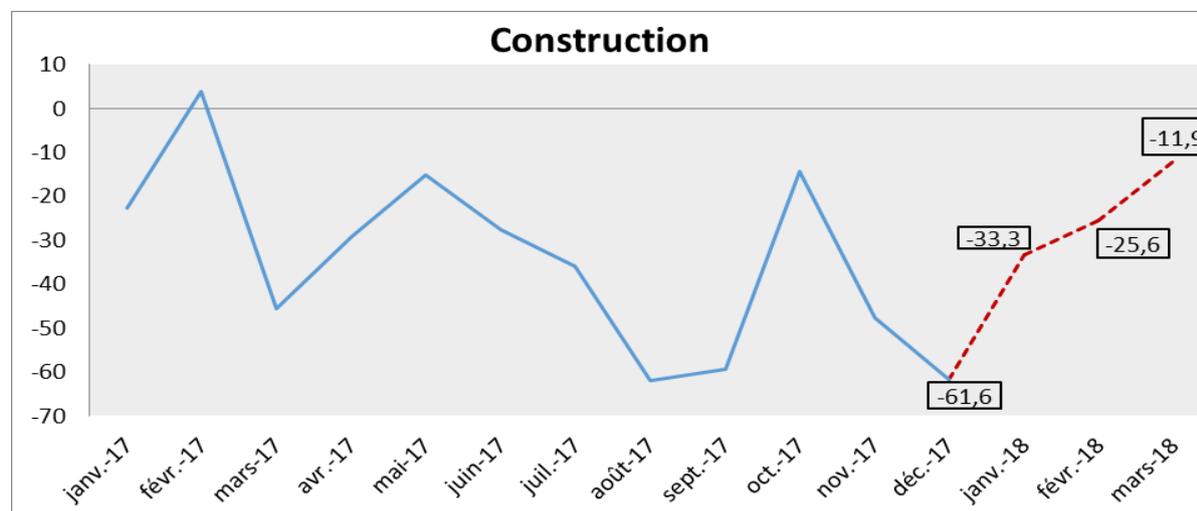


Source : BCC.

Cette bonne évolution s'explique par la confiance des opérateurs de ce secteur dans le maintien, sur les mois à venir, de la bonne tenue qu'affichent actuellement les cours mondiaux de principales matières premières d'exportation de l'économie congolaise et, dans une autre mesure, par les garanties fournies par l'Etat en ce qui concerne les mesures d'application du nouveau code minier promulgué le 09 mars 2018.

En ce qui concerne la **Construction**, l'atténuation du pessimisme observée depuis janvier 2018 s'est poursuivie en mars avec une forte amplitude. Le solde d'opinions s'est ainsi redressé progressivement jusqu'à atteindre -11,9 % au cours du mois sous publication, venant consécutivement de -33,3 % et -26,6 % et ce, grâce notamment à un meilleur comportement des activités de génie civil.

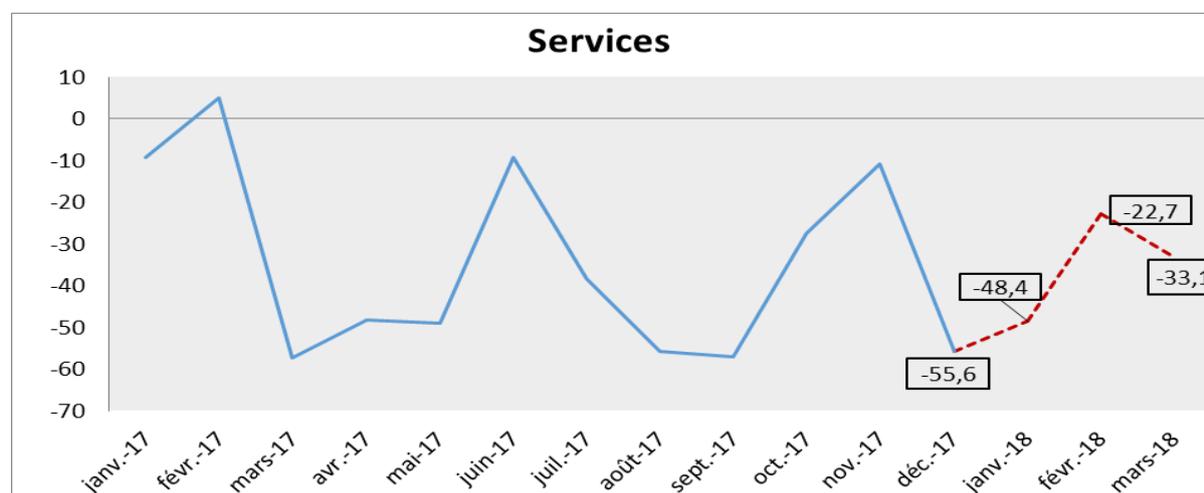
Graph. 5 : Evolution du solde du secteur Construction en 2018 et 2018



Source : BCC.

S'agissant des **Services**, le pessimisme qui s'était atténué en février est reparti à la hausse avec un solde d'opinions de -33,1 %, venant de -22,7 % un mois plus tôt.

Graph.6 : Evolution du solde du secteur des Services en 2017 et 2018

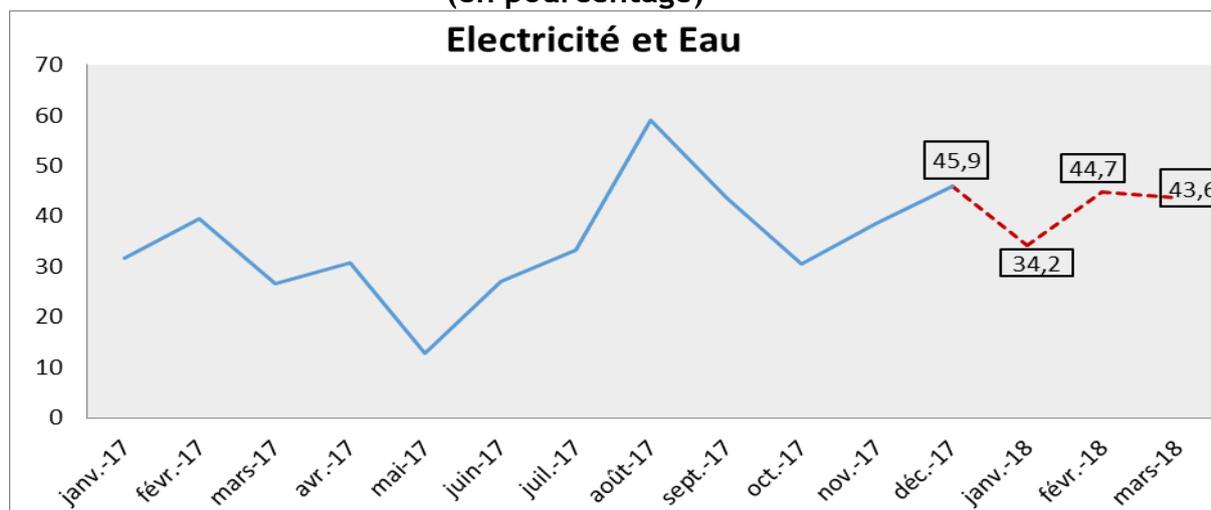


Source : BCC.

Cette situation est attribuable à des prévisions très pessimistes à la fois de l'activité des firmes et, dans une plus large mesure, de la demande générale du marché.

Dans la branche « **Electricité et Eau** », la confiance des entrepreneurs est restée stable avec un solde d'opinions de +43,6 %. Toutefois, l'optimisme des Chefs d'entreprises s'est légèrement replié par rapport au mois précédent, pour lequel ledit solde s'était chiffré à +44,7 %.

**Graph. 7 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2017 et 2018
(en pourcentage)**



Source : BCC.

Ce maintien de la confiance à un niveau considérable résulte essentiellement des perspectives favorables se rapportant à l'amélioration de la desserte en eau potable grâce à l'exécution des projets initiés à cet effet par le Gouvernement de la République avec l'assistance de ses partenaires au développement.

Par contre, dans les **industries manufacturières**, une baisse de la confiance a été constatée au cours de la période sous analyse, avec un solde d'opinions de -1,2 % contre +11,4 % un mois plus tôt.

**Graph. 8 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2017 et 2018
(en pourcentage)**



Source : BCC.

Ce fléchissement est induit par des évolutions en repli enregistrées dans la fabrication des produits chimiques, dans l'industrie textile ainsi que dans l'industrie du bois.

2.1.3. Evolution des prix intérieurs

Au trois premiers mois de l'année en cours, le rythme de formation des prix intérieurs s'est décéléré sur le marché des biens et services par rapport à la même période de l'année 2017. En cumul annuel, l'inflation a atteint 2,952 % contre 5,894 % à la période correspondante de 2017, portant l'inflation annualisée à 12,341 % contre 25,743 % à la même période de l'année passée tandis que l'objectif à moyen terme est fixé à 7,0 %.

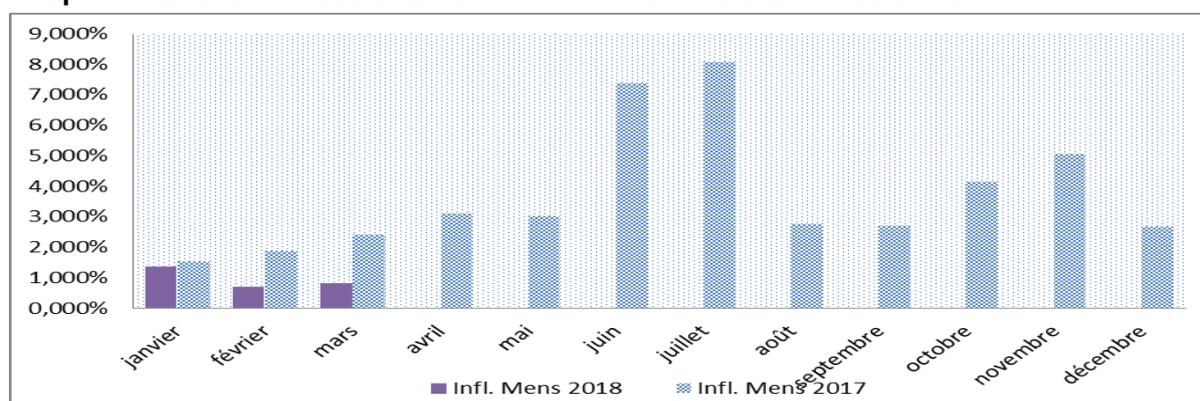
**Tableau 7 : Evolution des taux d'inflation mensuels 2017 et 2018
(en pourcentage)**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct	Nov	Déc
Infl. Cum 2017	1,524	3,415	5,894	9,171	12,447	20,766	30,524	34,131	37,75	43,446	50,691	54,71
Infl. Cum 2018	1,376	2,099	2,952									
Infl. Mens 2017	1,524	1,862	2,397	3,095	3	7,399	8,079	2,764	2,698	4,135	5,05	2,666
Infl. Mens 2018	1,376	0,713	0,836									
Infl. En Gliss 2017	12,842	14,835	17,396	20,85	24,307	32,859	42,787	45,617	48,287	52,18	55,867	54,71
Infl. En Gliss 2018	54,484	52,74	50,411									
Infl. Ann 2017	21,73	24,391	25,743	30,79	33,707	45,845	58,682	54,693	53,269	54,698	55,929	54,71
Infl. Ann 2018	19,446	14,455	12,341									

Source : INS.

Contrairement à l'année 2017, le rythme de l'inflation en début 2018 demeure faible suite principalement à la stabilité du taux de change, sur fond de bonnes coordinations des politiques monétaire et budgétaire.

Graph 9 : Evolution des taux d'inflation mensuels 2017 et 2018



Source : INS.

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

A fin mars 2018, la comptabilisation des opérations financières de l'Etat a affiché un excédent de 93,1 milliards de CDF, résultant des recettes de 648,9 milliards de CDF et des dépenses de 555,8 milliards. Comparé à la période correspondante de 2017, ce solde s'est amélioré de 103,8 milliards de CDF.

Il y a lieu de relever qu'un montant de 118,8 milliards de CDF des recettes de la DGI a été pré-affecté à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)

pour les dépenses relatives aux élections et 37,3 milliards seulement ont été utilisés, dégagant marge de 81,5 milliards en faveur de la CENI.

En excluant les recettes pré-affectées à la CENI et les dépenses affectées aux élections du mois sous analyse, le Trésor dégagerait un excédent de 11,7 milliards de CDF.

En cumul annuel fin mars, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un excédent important de 247,8 milliards de CDF contre 231,2 milliards programmés. Ce bon comportement des recettes publiques s'explique notamment par les acomptes provisionnels sur les impôts et taxes payés par une entreprise minière de la place.

**Tableau 8 : Situation mensuelle des opérations du Trésor
(en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	ANNEE 2017		MOIS DE MARS 2018			CUMUL MARS 2018			VARIATION 2018/2017	
	Mois de mars	Cumul mars	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de mars	Cumul mars
Douanes et accises (DGDA)	99,0	297,3	138,0	128,7	93,3	399,7	397,6	99,5	30,0	33,7
Impôts directs et indirect (DGI)	119,9	364,9	265,2	343,5	129,6	710,0	850,2	119,8	186,4	133,0
*dont Autres rec./élect. (DGI)	-	-	118,8	118,8	100,0	237,5	237,5	100,0	-	-
Recettes non fiscales (DGRAD)	107,3	192,8	107,3	165,9	154,7	229,9	319,3	138,8	54,7	65,6
Pétroliers Producteurs	4,9	33,2	4,2	10,8	259,0	25,8	41,9	162,2	120,9	26,1
Dons et autres	-	7,1	0,0	0,0	- 184,6	-	0,0	-	-	- 100,0
Total revenus et dons	331,1	895,2	514,6	648,9	126,1	1 365,4	1 609,0	117,8	96,0	79,7
Dépenses courantes	268,0	762,7	309,8	443,2	143,0	932,2	1 150,8	123,5	65,4	50,9
Salaires	164,0	490,2	206,5	202,1	97,9	619,5	637,3	102,9	23,2	30,0
Intérêt sur la dette	10,8	31,1	14,3	19,8	138,2	39,3	44,4	112,9	83,9	42,9
- dont dette extérieure	1,4	4,9	3,7	4,0	108,8	8,5	7,5	88,4	195,0	54,7
Frais de fonct. Inst.et Min.	80,0	165,5	35,8	108,1	302,2	116,5	269,5	231,3	35,1	62,8
Institutions Politiques	28,7	60,5	14,1	45,9	325,4	48,2	109,9	227,9	60,0	81,6
Ministères	51,3	105,0	21,6	62,1	287,0	68,3	159,6	233,7	21,2	52,0
Dépenses en capital	17,5	25,0	5,0	23,3	467,0	15,0	41,7	278,0	33,4	66,9
Amortissement de la dette	11,3	14,4	33,1	35,4	106,9	49,5	48,2	97,3	213,5	234,0
Autres dépenses	45,0	95,0	56,9	53,9	94,7	137,6	120,5	87,6	19,6	26,9
*dont élections	27,9	55,8	48,0	37,3	77,8	112,0	70,0	62,5		
Total dépenses(+amort.dette)	341,8	897,1	404,8	555,8	137,3	1 134,3	1 361,2	120,0	62,6	51,7
Solde intégrant l'amort.	- 10,7	- 1,9	109,7	93,1	84,9	231,2	247,8	107,2	970,8	13 200,5
Solde(hors recettes/élections)	- 10,7	- 1,9	- 9,1	- 25,7	283,1	- 6,3	10,3	- 162,3	- 140,2	643,5

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

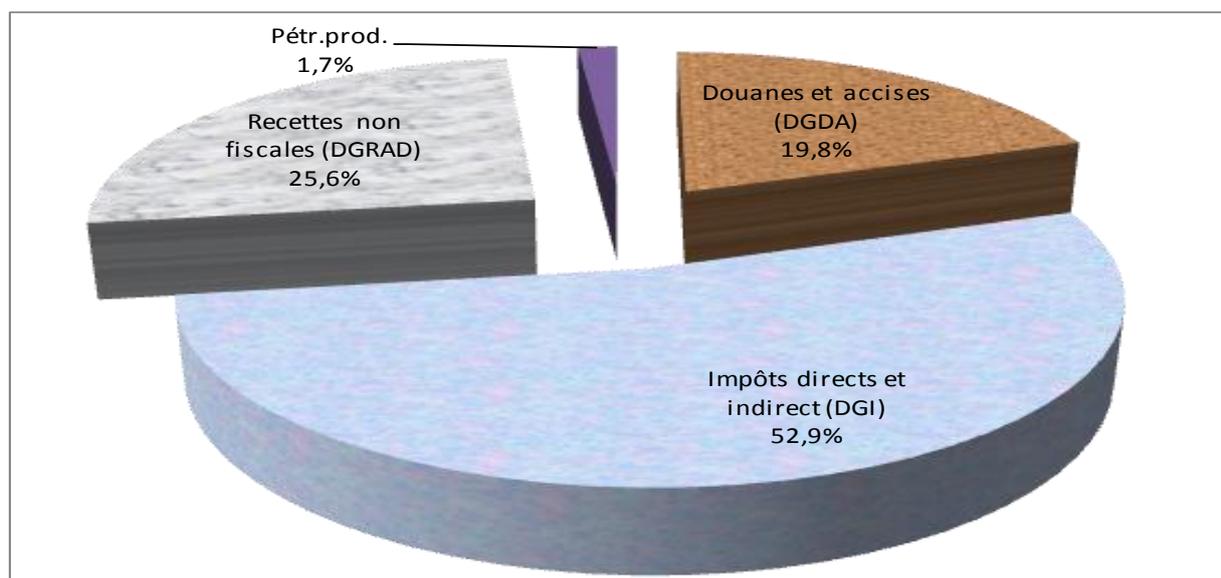
S'agissant des ressources mobilisées durant le mois de mars 2018, il se dégage un accroissement de 96,0 % des recettes par rapport à la même période de l'année passée avec un dépassement de 26,1 % par rapport à leur prévision mensuelle. Au-delà de l'évolution nominale, cet accroissement s'est observé même en francs congolais constants.

En outre, la composition de ces recettes indique que plus de la moitié a été collectée par la DGI, soit 52,9 %, alors que celles encadrées par la DGDA a représenté 19,8 % de l'ensemble de recettes. Quant aux recettes non fiscales,

sous la gestion de la DGRAD, leur part dans le total a été de 25,6 %. Les ressources provenant des « pétroliers producteurs » ont représenté 1,7 % de l'ensemble alors que le Trésor public n'a rien enregistré au titre des recettes relatives aux « Dons et autres ».

La modification observée dans la structure des recettes publiques mobilisées, laquelle a été caractérisée par la dominance de la part des recettes de la DGRAD par rapport à celle de la DGDA dans le total de recettes publiques, découle du paiement des royalties par les entreprises pétrolières ainsi que d'autres taxes non fiscales par les entreprises de télécommunication au profit de la DGRAD.

Graphique 10 : Parts relatives des recettes des régies financières à fin de mars 2018

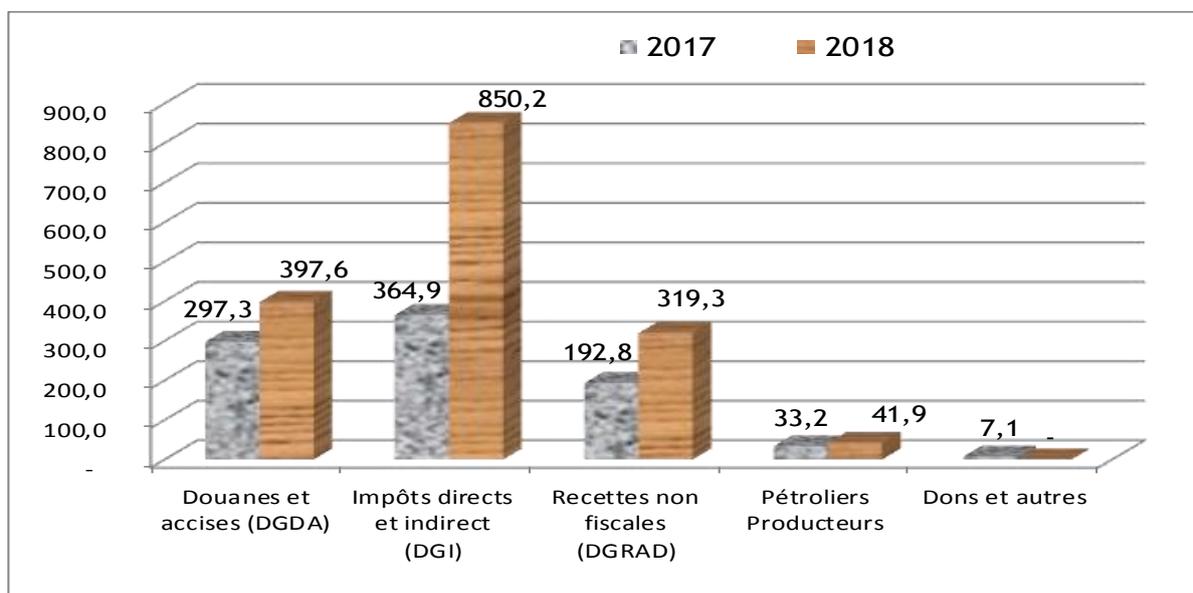


Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

En comparant la composition des recettes du mois de mars 2018 à celle de la même période de l'année précédente, il se dégage un accroissement dans toutes les rubriques. En effet, les recettes collectées par les trois régies financières ont progressé de 30,0 %, de 186,4 % et de 54,7 % respectivement pour la DGDA, la DGI et la DGRAD.

Les recettes localisées dans la rubrique « Pétroliers producteurs » ont augmenté de 120,9 %. Il faudra noter également que les recettes provenant de la DGI ainsi que celles de la rubrique « Pétroliers producteurs » se sont améliorées même en termes réels, tout comme en dollars américains.

Graphique 11 : Ventilation par rubrique des recettes publiques en mars 2017 et 2018 (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des statistiques du ministère de Finances (DTO).

S'agissant des dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, au cours du mois sous analyse, elles ont progressé de 62,6 % par rapport à la période correspondante de 2017, soit un dépassement de 37,3 % en comparaison de leur programmation mensuelle.

La composition de ces dépenses est restée dominée par les dépenses courantes, lesquelles ont représenté 79,7 % du total avec un dépassement de 43,0 % par rapport à la programmation. Les dépenses en capital ont représenté 4,2 % du total des dépenses ; dépassant leur prévision mensuelle de 367,0 %.

En ce qui concerne la structure de dépenses courantes, il faudra signaler la prédominance des charges relatives aux salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat dont la part a été 45,6 % avec un taux d'exécution de 97,9 % par rapport à leur prévision mensuelle. Quant aux frais de fonctionnement des ministères ainsi que ceux des institutions politiques, ils ont représenté respectivement 14,0 % et 10,4 % des dépenses courantes tout en connaissant des dépassements respectifs de 187,0 % et 225,4 % rapportés à leurs programmations mensuelles.

2.2.2. Evolution hebdomadaire des recettes et des dépenses au mois de mars 2018

Au cours du mois sous examen, les recettes et les dépenses publiques ont connu, en hebdomadaire, une hausse durant les trois premières semaines. A la dernière semaine, les dépenses ont poursuivi leur accroissement où elles ont atteint leur pic alors que les recettes ont baissé.

Il sied de noter que ce sont les ressources mobilisées par la DGI qui ont porté les recettes du Trésor durant les quatre premières semaines alors qu'à la dernière semaine, les recettes publiques ont été dominées par celles provenant de la

DGRAD, suite notamment au versement vers la fin du mois des recettes non fiscales par les entreprises de télécommunication.

Pour ce qui est des dépenses du Trésor public en hebdomadaire, elles ont été dominées par les frais de fonctionnement des ministères et des institutions politiques durant les deux premières semaines alors que les dépenses relatives à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat ont été prépondérantes à la troisième et à la quatrième semaine.

A la dernière semaine, ce sont les dépenses relatives aux subventions qui ont porté les dépenses publiques. Toutefois en cumul du mois sous analyse, ce sont les dépenses allouées à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat qui ont été les plus prépondérantes.

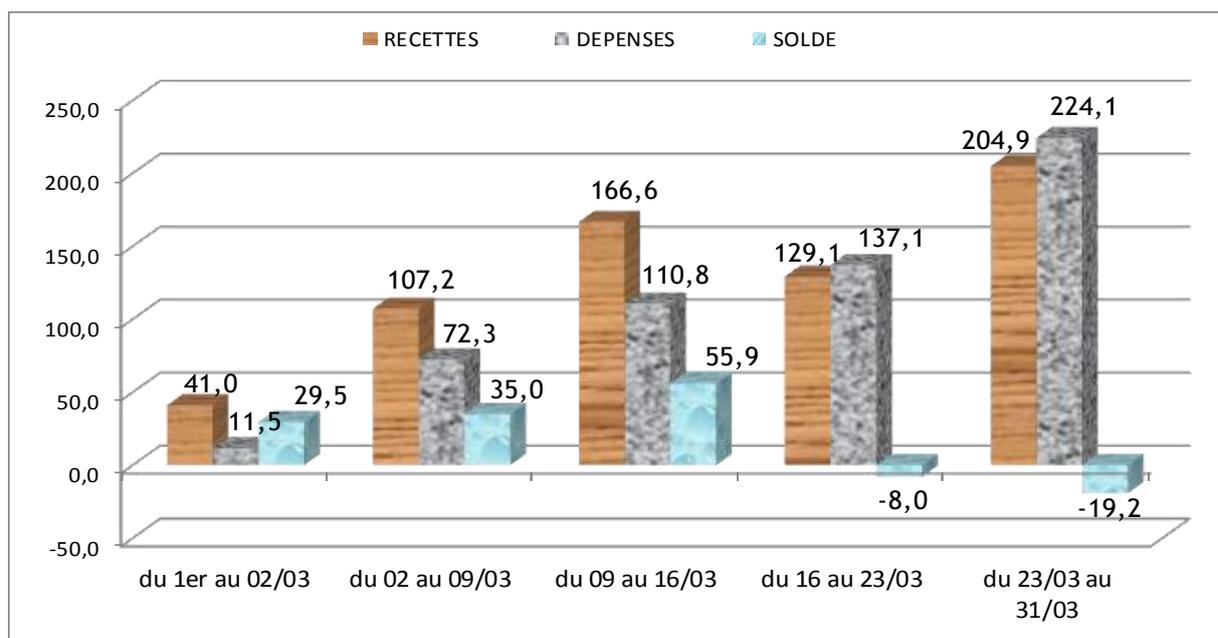
**Tableau 9 : Evolution hebdomadaire des opérations financières de l'Etat
(en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	du 1er au 02/03	du 02 au 09/03	du 09 au 16/03	du 16 au 23/03	du 23/03 au 31/03	Cumul mensuel
RECETTES	41,0	107,2	166,6	129,1	204,9	648,9
Douanes et accises (DGDA)	0,9	26,0	20,2	38,3	43,2	128,7
Impôts directs et indirects (DGI)	39,7	68,1	123,8	51,0	60,9	343,5
Recettes non fiscales (DGRAD)	0,8	12,7	22,7	39,8	90,0	165,9
Autres recettes	-0,4	0,4	0,0	0,0	10,8	10,8
DEPENSES(+amort.dette)	11,5	72,3	110,8	137,1	224,1	555,8
Dont - salaires	0,0	2,2	71,1	113,1	15,6	202,1
-frais de fonct.	4,6	39,3	23,9	16,2	23,9	108,1
-subvention	0,0	7,9	5,5	0,1	91,7	105,1
SOLDE	29,5	35,0	55,9	-8,0	-19,2	93,1

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

Concernant l'évolution des soldes hebdomadaires des Opérations Financières de l'Etat, il sied de noter que le Trésor a enregistré des excédents pendant les trois premières semaines pour virer vers les déficits pour le reste des semaines du mois sous examen. L'importance des excédents hebdomadaires a conduit le solde cumulé mensuel à être significativement excédentaire.

Graphique 12 : Evolution du solde hebdomadaire (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

2.2.3. Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

Au 31 mars 2018, l'exécution mensuelle du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un léger excédent de 2,4 millions de CDF, résultant des encaissements de 31,860 milliards de CDF et des décaissements de 31,857 milliards. A la date sous étude, les encaissements et les décaissements ont connu un dépassement respectif de 55,3 %.

Au premier trimestre 2018, le solde cumulé du Plan de Trésorerie de la BCC présente un excédent de 9,4 millions de CDF, consécutif aux encaissements de 80,430 milliards et aux décaissements de 80,420 milliards, soit un accroissement de 34,0 % par rapport à la même période de 2017.

Tableau 10 : Plan de trésorerie de la BCC en 2017 et 2018 (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN MARS			AU 30 MARS 2018		
	2017	2018	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	60,035	80,430	34,0	20,511	31,860	155,3
DECAISS.	60,007	80,420	34,0	20,511	31,857	155,3
RESULTAT	0,028	0,009	- 66,4	-	0,002	

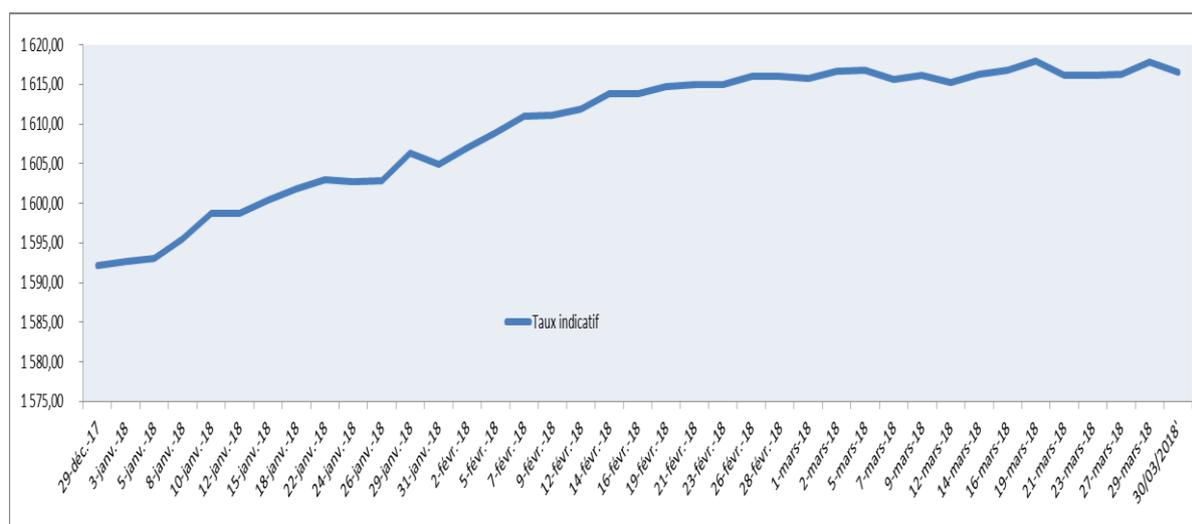
Source : BCC

2.3. SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1. Le marché des changes

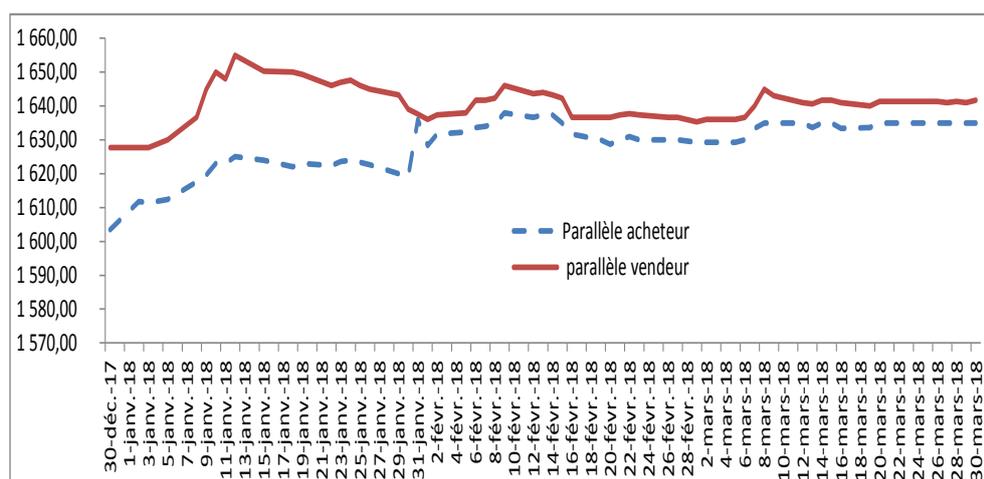
Au 31 mars 2018, le marché des changes poursuit une stabilité réelle du taux de change dans ses deux compartiments. En effet, par rapport à fin février 2018, la monnaie nationale s'est dépréciée respectivement de 0,03 % et 0,32 % à l'indicatif et au parallèle. Les taux indicatif et parallèle se sont fixés à 1.616,53 CDF et 1.638,33 CDF le dollar américain.

Graphique13 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 14 : Evolution des taux de change parallèle acheteur et vendeur



Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 11 : Evolution du taux de change

	Taux de change CDF/USD				Var. mensuelle en %				Var. en % par rapport à fin décembre 2017			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
31-déc.-17	1592,19	1603,40	1627,67	1615,53								
31-janv.-18	1604,98	1636,00	1637,67	1636,83	-0,80	-1,99	-0,61	-1,30	-0,80	-1,99	-0,61	-1,30
28-févr.-18	1615,97	1630,00	1636,33	1633,17	-0,68	0,37	0,08	0,22	-1,47	-1,63	-0,53	-1,08
30-mars-18	1616,53	1635,00	1641,67	1638,33	-0,03	-0,31	-0,32	-0,32	-1,51	-1,93	-0,85	-1,39

Source : Banque Centrale du Congo

2.3.2. Budget en devises et Réserves de change

L'exécution du budget en devises, au 30 mars 2018, s'est soldée par un excédent mensuel de 65,32 millions de USD. En cumul annuel, il s'observe une augmentation nette des devises de 149,30 millions de USD, portant les réserves internationales à 993,31 millions de USD, correspondant à 4,23 semaines d'importations de biens et services sur ressources propres. Il sied de relever que les recettes mobilisées ont atteint 139,81 millions de USD, provenant en majorité du rachat des recettes fiscales minières.

Tableau 12 : Exécution du Budget en devises au 30 mars 2018

	Cumul 2017	31-janv-18	12-févr-18	21-févr-18	28-févr-18	30-mars-18	Cumul 2018
Stock initial	845,44	844,02	841,39	849,50	841,39	927,99	
I. FLUX EN RECETTES	880,56	68,95	-	51,25	148,90	175,06	392,91
A. Recettes d'exploitation	292,95	10,61	-	15,08	22,98	35,25	68,85
1. Redevance de Contrôle de Change	48,58	4,85	-	4,04	4,70	5,17	14,72
B. Opérations de change	587,61	58,34	-	36,17	125,92	139,81	324,06
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	587,61	58,34	0,79	36,17	125,92	139,81	324,06
2. Rachats Financements extérieurs	-	-	-	-	-	-	-
3. Achats interbancaires/Adjudications	-	-	-	-	-	-	-
II. FLUX EN DEPENSES	881,98	71,58	1,41	35,29	62,29	109,73	243,61
A. Dépenses du Trésor	599,98	59,56	0,20	31,32	48,52	98,73	206,81
1. Service de la dette extérieure	120,81	7,69	0,07	2,67	2,91	26,84	37,43
2. Paiements diverses créances	22,96	0,58	-	-	0,58	-	1,15
3. Fonctionnement	456,22	51,30	-	28,64	45,04	71,89	168,23
- Fournisseurs étrangers	99,17	6,34	-	5,84	7,17	8,13	21,64
B. Dépenses de la BCC	281,99	12,02	-	3,98	13,77	11,01	36,80
Ventes interbancaires	117,92	-	-	-	-	3,00	3,00
BALANCE(I -II)	- 1,42	- 2,63	-	15,96	86,60	65,32	149,30
Stock final (SI+REC-DEP)	844,02	841,39	841,39	865,46	927,99	993,31	993,31

Source : Banque Centrale du Congo.

2.4. SECTEUR MONETAIRE

2.4.1. Evolution des Agrégats monétaires

A fin mars 2018, la masse monétaire a augmenté de 66,78 milliards de CDF par rapport à fin février 2018, se situant à 8.283,39 milliards. Cette hausse est expliquée par un accroissement des Avoirs intérieurs nets de 67,36 milliards, alors que les Avoirs extérieurs nets ont diminué de 583,0 millions. Au niveau des composantes, cette progression est attribuée à l'augmentation de la monnaie et de la quasi-monnaie respectivement de 38,40 milliards et 23,57 milliards de CDF.

De même, l'offre de la monnaie centrale a quasiment stagné, affichant une hausse de 57,0 millions de CDF d'un mois à l'autre. Cette stagnation s'explique par une hausse des avoirs intérieurs nets de 2,46 milliards de CDF contrebalancée par les avoirs extérieurs nets de 2,40 milliards.

2.4.2. Marché monétaire

- **Marché de refinancement**

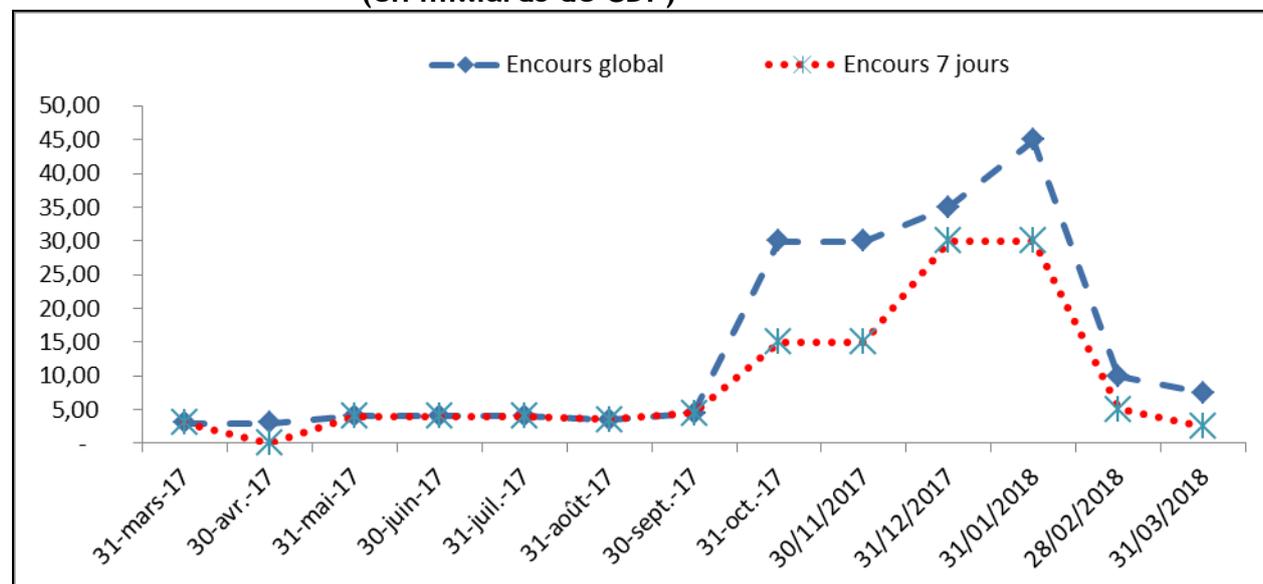
Les banques ne recourent pas au marché de refinancement des prêts à court terme depuis le 08 mars 2018 tandis que les facilités permanentes demeurent inopérantes depuis le début de l'année.

S'agissant du marché interbancaire, il affiche un volume d'opérations mensuel de 183,50 milliards au taux moyen pondéré de 14,36 %.

- **Opérations des Bons de la Banque Centrale du Congo**

A fin mars 2018, l'encours global du Bon BCC s'est fixé à 7,50 milliards de CDF, soit 2,5 milliards pour la maturité à 7 jours et 5,0 milliards pour celle à 84 jours. Considérant le niveau de l'encours à fin décembre 2017 de 35,0 milliards et à fin février 2018 de 10,0 milliards, il se dégage globalement une injection annuelle et mensuelle respectivement de 25,0 milliards et 2,5 milliards. Les taux moyens pondérés sur les Bons BCC ont été de 6,0 % et 19,1 % respectivement pour les maturités de 7 jours et de 84 jours.

**Graph.15 : Evolution de l'encours du Bon BCC en 2018
(en milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

A fin mars 2018, les facteurs de liquidité ont injecté la liquidité deçà de la programmation. En effet, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection nette de 52,8 milliards contre une injection attendue de 95,3 milliards de CDF. Cette

injection de la liquidité est occasionnée, globalement, par les facteurs autonomes.

Tableau 13 : Facteurs de liquidité bancaire en 2018
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	mars-18	30-mars-18	
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	227,9	239,9	12,0
2. Facteurs institutionnels	132,6	187,1	54,5
Fact. Auton Fact.Institu (1-2)	95,3	52,8	-42,5

- **Evolution des facteurs autonomes**

Les facteurs autonomes ont pu injecter 239,9 milliards de CDF contre un flux programmé de 227,9 milliards. Cette évolution est principalement liée aux injections nettes réalisées par les avoirs extérieurs et les avoirs intérieurs nets respectivement à hauteur de 116,6 milliards et 123,3 milliards de CDF.

Tableau 14 : Facteurs autonomes de la liquidité bancaire en 2018
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	mars-18	30-mars-18	
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	227,9	239,9	12,0
a) AEN	243,6	116,6	-127,0
b) AIN	-15,7	123,3	139,0
Crédits Intérieurs	15,4	-237,7	-253,1
CNE	-15,7	-248,0	-232,3
Créances sur BCM (RME)	31,1	10,3	-20,8
Créances sur le secteur privé	0,0	0,0	0,0
APN hors Bons BCC	-31,1	361,0	392,2

- **Evolution des facteurs institutionnels**

Les facteurs institutionnels ont ponctionné 187,1 milliards de CDF contre une ponction attendue de 132,6 milliards. Cette situation est expliquée par des ponctions enregistrées au niveau de la réserve obligatoire de 177,3 milliards et l'encours de refinancement de 37,3 milliards de CDF.

Tableau 15 : Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire en 2018
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	mars-18	30-mars-18	
2. Facteurs institutionnels	132,6	187,1	54,5
a) Encours Bons BCC	0,0	-27,5	-27,5
b) Réserves Obligatoires	155,2	177,3	22,0
C) Encours refinancement	22,7	-37,3	-60,0

- **Evolution du compte courant des banques**

A fin mars 2018, le compte courant s'est chiffré à 762,7 milliards de CDF contre 762,9 milliards un mois auparavant, soit un écart à la baisse de 0,3 milliards de CDF. La réserve notifiée pour la période du 15 mars 2018 au 14 avril 2018 est de 636,72 milliards en moyenne, dégagant ainsi un niveau des avoirs libres des banques de 126,22 milliards de CDF.

- ❖ **Evolution des émissions monétaires**

A fin mars 2018, les émissions nettes cumulées se sont établies à 1,53 milliard de CDF, tenant aux émissions de 107,35 milliards et aux destructions de 105,83 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 533,46 milliards de CDF dont 65,07 % en provinces.

Tableau 16 : Evolution des émissions monétaires en 2018

(En millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Cumul/An
Prévisions émissions	19 180,20	76 550,00	10 000,00	105 730,20
Emissions = (A)	10 576,60	80 586,00	16 189,65	107 352,25
Destructions = (B)	17 818,54	9 019,75	78 987,33	105 825,62
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 7 241,94	71 566,25	- 62 797,68	1 526,63
Recyclage	224 430,08	142 716,31	166 311,13	533 457,52
<i>dont au Siège</i>	<i>75 959,36</i>	<i>48 116,29</i>	<i>62 255,21</i>	<i>186 330,86</i>
<i>dont en provinces (*)</i>	<i>148 470,72</i>	<i>94 600,03</i>	<i>104 055,92</i>	<i>347 126,67</i>

Source : Banque Centrale du Congo

(*) : Seulement les versements des banques

2.4.4. Dynamisme de l'Activité bancaire

2.4.4.1. Dépôts de la clientèle

A fin mars 2018, les dépôts de la clientèle des banques se sont accrus de 5,80 % par rapport à fin décembre 2017, s'établissant à 3.941,50 millions de USD. Par rapport à la période correspondante de 2017, les dépôts ont augmenté de 15,94 %.

S'agissant des dépôts en monnaie nationale, ces derniers ont quasiment stagné d'un mois à l'autre, passant de 411,9 millions de USD à 407,5 millions à fin mars. Comparés à fin décembre 2017, ils se sont accrus de 7,61 %, consécutivement à la stabilité observée en 2018 sur le marché des changes. Quant aux dépôts en monnaies étrangères, ils se sont accrus respectivement de 5,60 % et 18,90 % par rapport à fin décembre 2017 et à l'année correspondante de 2017, s'établissant à 3.534,01 millions de USD au 31 mars 2018.

Pour ce qui est des dépôts de la clientèle par provenance, tous les dépôts affichent des hausses par rapport à fin décembre 2017 alors qu'en glissement annuel seuls les entreprises publiques et les ménages indiquent des progressions.

Tableau 17 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques
(En millions de USD)

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	déc-16	mars-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	Variation par rapport à fin décembre 2017 (en %)	Variation mars 2018 par rapport à fin mars 2017 (en %)
I. Dépôts de la clientèle par Types	3 414,10	3 399,60	3 725,27	3 847,37	3 880,33	3 941,50	5,80	15,94
(a) Comptes ordinaires	2 719,69	2 683,18	2 935,21	3 079,34	3 088,90	3 126,27	6,51	16,51
Comptes courants	1 880,55	1 849,93	2 036,69	2 167,05	2 165,23	2 174,56	6,77	17,55
Comptes de chèques	341,28	348,23	373,26	378,45	389,73	415,56	11,33	19,34
Comptes sur livrets	398,23	391,33	448,61	454,68	463,78	471,50	5,10	20,49
Provisions crédocs	18,50	12,03	15,05	14,91	10,20	13,15	-12,66	9,33
Autres	81,13	81,66	61,60	64,25	59,97	51,50	-16,38	-36,93
(b) Dépôts à terme	654,78	671,04	752,19	728,85	751,05	772,01	2,63	15,05
(c) Dépôts à regime spécial	39,63	45,38	37,87	39,18	40,38	43,21	14,12	-4,77
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	3 414,10	3 399,60	3 725,27	3 847,37	3 880,33	3 941,50	5,80	15,94
MN	506,68	427,42	378,66	417,00	411,87	407,48	7,61	-4,67
ME	2 907,42	2 972,17	3 346,61	3 430,37	3 468,45	3 534,01	5,60	18,90
III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	3 414,10	3 399,60	3 725,27	3 847,37	3 880,33	3 941,50	5,80	15,94
Administration publique	141,03	127,80	95,18	85,19	105,74	106,43	11,82	-16,72
Administration publique locale	29,28	57,74	27,07	26,15	22,63	30,39	12,26	-47,38
Entreprises publiques	186,21	180,00	205,97	221,35	223,94	231,06	12,18	28,36
Entreprises privées	1 578,20	1 490,93	1 395,79	1 491,75	1 467,91	1 456,30	4,34	-2,32
Ménages	1 479,37	1 543,12	2 001,26	2 022,92	2 060,11	2 117,32	5,80	37,21

Source : Banque Centrale du Congo.

a. Crédits à l'économie

A fin mars 2018, les crédits bruts à la clientèle ont connu une progression de 2,97 % par rapport à décembre 2017 et une régression de 2,54 % en glissement annuel.

S'agissant des crédits par monnaies, les crédits en monnaie nationale ont décliné de 2,14 % et 24,96 % respectivement par rapport à fin décembre 2017 et une année plutôt. Ceux en monnaies étrangères, au contraire, ont connu des accroissements de 3,57 % et 4,30 %.

Tableau 18 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle
(en millions de USD)

Rubriques	déc.-16	mars-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	Variation par rapport à fin décembre 2017 (en %)	Variation mars 2018 par rapport à fin mars 2017 (en %)
Crédits bruts à la clientèle	2 465,96	2 338,88	2 213,70	2 222,28	2 226,12	2 279,41	2,97	-2,54
1. Crédits nets par terme	2 239,88	2 042,78	2 010,67	2 016,70	2 021,16	2 073,98	3,15	1,53
Crédits à long terme	211,95	211,66	128,44	122,98	124,20	121,52	-5,38	-42,58
Crédits à moyen terme	600,17	579,85	635,99	614,73	601,27	612,41	-3,71	5,61
Crédits à court terme	331,85	347,04	347,17	327,67	322,45	341,17	-1,73	-1,69
Découvert bancaire	920,45	799,35	657,53	709,12	748,98	785,51	19,46	-1,73
Crédits nets en souffrance	175,47	104,88	241,54	242,20	224,26	213,37	-11,67	103,45
2. Provisions pour crédits par monnaies	226,08	296,10	203,03	205,59	204,96	205,43	1,18	-30,62
Ventilation des crédits par monnaies	2 239,88	2 042,78	2 010,67	2 016,70	2 021,16	2 073,98	3,15	1,53
MN	219,37	193,64	148,49	144,88	138,32	145,31	-2,14	-24,96
ME	2 020,51	1 849,13	1 862,18	1 871,82	1 882,84	1 928,67	3,57	4,30
Crédits bruts à la clientèle par agents	2 465,96	2 338,88	2 213,70	2 222,28	2 226,12	2 279,41	2,97	-2,54
Administration publique	138,89	88,24	51,82	54,25	67,27	86,01	65,99	-2,52
Entreprises publiques	175,90	174,95	160,80	181,39	160,30	170,91	6,28	-2,31
Entreprises privées	1 539,20	1 468,89	1 430,88	1 462,51	1 423,33	1 450,70	1,39	-1,24
Ménages	611,97	606,80	570,21	524,13	575,21	571,79	0,28	-5,77

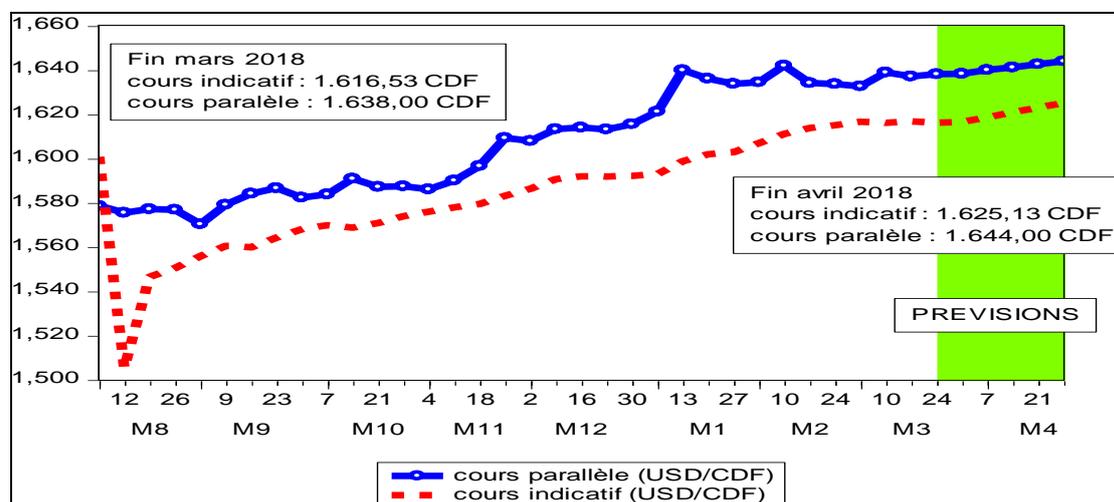
Source : Banque Centrale du Congo.

2.5. PREVISION DE QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

A fin avril 2018, les cours indicatif et parallèle pourraient respectivement s'établir à 1.625,13 CDF et à 1.644,0 CDF le dollar américain, traduisant des dépréciations respectives de 0,52 % et 0,34 % par rapport à fin mars 2018.

Les dépréciations prévues devraient largement être inférieures à celles enregistrées entre mars et avril 2017, période au cours de laquelle la monnaie nationale avait perdu 2,55 % et 2,29 % de sa valeur respectivement sur ces deux segments de marché.

Graphique 15 : Prévision du taux de change



Source : BCC

Le pays étant fortement dépendant des importations des produits alimentaires et pharmaceutiques, le faible niveau de dépréciation attendue devrait se répercuter sur le niveau général des prix.

Tableau 19 : Prévisions du taux d'inflation

	PREVISIONS 2018			REALISATIONS 2017		
	Taux d'inflation hebdomadaire (en %)	Taux d'inflation annualisée (en %)	Taux d'inflation en glissement annuel (en %)	Taux d'inflation hebdomadaire (en %)	Taux d'inflation annualisée (en %)	Taux d'inflation en glissement annuel (en %)
Avril: première semaine	0,25	12,42	49,65	0,761	27,23	18,23
Avril: deuxième semaine	0,25	12,46	49,00	0,687	28,21	19
Avril: troisième semaine	0,24	12,46	48,03	0,898	29,96	20,015
Avril: quatrième semaine	0,24	12,45	47,32	0,713	30,788	20,84

Source : BCC

De ce fait, le processus de désinflation devrait se poursuivre. En effet, à la dernière semaine du mois d'avril 2018, l'inflation annualisée pourrait se situer à 12,45 % contre 30,788 % une année auparavant.
